

AU KURDISTAN SYRIEN : « SI AHMED AL-CHARAA EST VRAIMENT LE PRÉSIDENT, IL DOIT EXIGER DES TURCS QU’ILS CESSENT DE NOUS ATTAQUER »

Par Rachida El Azzouzi

Mediapart a rencontré Nesrîn Abdullah, commandante en chef des YPJ, l’armée des femmes au Rojava. Elle exprime toute la méfiance de son organisation envers le nouveau pouvoir de Damas, et appelle notamment le président syrien à reconnaître le rôle central des femmes jusque dans les rangs de l’armée.

[Lire la suite](#)

Hassaké Hassaké (Rojava, Kurdistan, Syrie).– Nesrîn Abdullah est commandante en chef et porte-parole des Unités de protection de la femme (YPJ), brigades féminines des Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l’administration autonome kurde de Syrie, qui contrôle une grande partie du nord-est du pays. Dans un entretien à Mediapart, elle réagit [à l’appel historique](#) d’Abdullah Öcalan, fondateur du PKK qui a demandé la fin de la lutte armée. Elle rappelle que les Kurdes de Syrie s’estiment toujours en guerre et ne déposeront pas les armes.

La cheffe militaire, ancienne journaliste embarquée dans la révolution des femmes du Rojava depuis ses débuts, revient du front. Elle regrette que le nouveau pouvoir syrien ne reconnaisse pas suffisamment l’autonomie de fait existant au Rojava, invite le nouveau président Ahmed al-Charaa à y faire cesser les attaques de la Turquie et appelle à un changement de mentalité pour reconnaître le rôle central des femmes jusque dans les rangs de l’armée

Mediapart : Comment avez-vous accueilli l’appel d’Abdullah Öcalan ?

Nesrîn Abdullah : L’appel d’Abdullah Öcalan est historique pour tout le Moyen-Orient, pas seulement pour la Turquie. Je l’ai réécouté plusieurs fois. C’est un appel très clair pour la démocratie et pour l’instauration de la paix. Ce n’est pas une reddition. Ce n’est pas la première fois que Öcalan agit pour la paix. Jusqu’ici, cela n’a pas marché. Un nouveau processus s’ouvre. Les choses se feront étape par étape, pas du jour au lendemain.

Les Forces démocratiques syriennes pourraient-elles déposer les armes, à court ou à moyen terme ?

Öcalan appelle le PKK, pas les Kurdes de Syrie, à déposer les armes. Nous ne pensons pas que les armes soient la solution : elles doivent être le dernier recours quand il n’y a pas de politique démocratique. Elles doivent servir à se protéger. Ici, dans le nord-est syrien, c’est la guerre. Il n’y a pas de débat. On ne peut pas déposer les armes.

Damas refuse tout scénario confédéral en Syrie. L’autonomie de fait

que vous avez conquise au Rojava depuis 2013 est-elle menacée par le nouveau pouvoir ?

Les Kurdes de Syrie ne sont pas pris en considération dans les décisions politiques et militaires qui sont en train d'être prises par le nouveau pouvoir à Damas. Pour cette raison, nous ne leur accordons pas d'importance.

Mais comment peser dans cette nouvelle Syrie si vous n'êtes pas pris en considération ?

Cela va créer des contradictions et entraver la création de la nécessaire unité du peuple syrien. Le nouveau gouvernement de Damas ne représente pas la diversité de notre peuple et de ses différentes communautés.

Abou Mohammed al-Joulani va-t-il vraiment devenir Ahmed al-Charaa ? Ce n'est pas sur les paroles mais sur les actes que nous pouvons juger sa politique. Et à cette heure-ci, ses actes ne correspondent pas à ses promesses.

Ahmed al-Charaa promet un nouveau gouvernement qui incarnera « la diversité de la Syrie » (l'annonce du nouveau gouvernement, prévue pour le 1^{er} mars, n'avait pas été faite à l'heure de la publication de cet article). Pouvez-vous y croire alors que les Kurdes figurent parmi les grands absents de la conférence nationale sur le dialogue syrien, qui a eu lieu le 25 février ?

Je vous réponds par une question. [*Le djihadiste*] Abou Mohammed al-Joulani va-t-il vraiment devenir Ahmed al-Charaa ? C'est non pas sur les paroles mais sur les actes que nous pouvons juger sa politique. Et à cette heure-ci, ses actes ne correspondent pas à ses promesses. Pour que Joulani devienne al-Charaa, il faut qu'il opère de façon très sérieuse un changement de mentalité.

Il a rencontré des représentants des FDS. Dans les grandes lignes, il n'y a pas de problème, des terrains d'entente et de compromis sont possibles. Mais dès qu'on entre dans les détails, les discussions se referment.

Justement, en guise de gage de bonne volonté, l'administration autonome du nord-est de la Syrie a repris les livraisons de pétrole vers les zones gouvernementales. Si les discussions restaient bloquées, cet accord serait-il compromis ?

Pour nous, ce n'est pas du tout une histoire de pétrole, c'est une histoire d'humanité. Les personnes qui sont de l'autre côté sont le peuple de Syrie, c'est notre peuple. Il a besoin de pétrole, d'essence. C'est pour cela que nous avons repris les livraisons.

Le peuple du Rojava a besoin d'eau et d'électricité, et Ahmed al-Charaa ne demande pas la Turquie de cesser de bombarder le barrage

de Tichrine, qui fournit ces deux éléments précieux...

Si Ahmed al-Charaa est vraiment le président de la Syrie, il doit exiger des Turcs qu'ils cessent d'attaquer la Syrie. Ce qu'à ce jour, il ne fait pas. Les milices islamistes à la solde de la Turquie, qui nous agressent sous la bannière de l'Armée nationale syrienne (ANS) ont été rattachées à la nouvelle armée de Syrie qu'al-Charaa est en train de bâtir. Ce qui revient à dire que nous sommes aussi attaqués par le nouveau gouvernement de Damas.

Les Forces démocratiques syriennes qui réunissent combattants kurdes et arabes vont-elle rejoindre cette nouvelle armée syrienne ?

La proposition d'al-Charaa est que chaque combattant rejoigne individuellement la nouvelle armée. Ce n'est pas le point de vue des FDS, qui proposent l'intégration de nos forces en bloc. Les FDS sont très expérimentées. Elles pourraient être un atout pour l'avenir du pays. Bien que la discussion n'ait pas eu lieu dans les bonnes conditions, nous restons ouverts car le principal but des FDS est de garantir la sécurité des peuples de Syrie.

Les attaques de la Turquie, les bombardements israéliens sur les infrastructures et l'arsenal militaire syriens nous affaiblissent et préparent le terrain à une résurgence de Daech.

Si les brigades féminines YPJ n'étaient pas intégrées au motif que c'est une armée de femmes, est-ce que ce serait pour vous un point de rupture ?

Oui, c'est évident. Si les FDS finissent par être intégrées à la nouvelle armée syrienne, elles doivent l'être avec les YPJ. Les YPJ ont été construites dans l'idée de protéger les femmes, pas seulement les femmes kurdes ou du nord-est de la Syrie, mais toutes les femmes de Syrie. Elles ont été pensées pour ne pas dépendre d'une armée d'hommes pour défendre les femmes syriennes. Il s'agit clairement de bâtir une armée de femmes syriennes qui protègent par elles-mêmes toutes les femmes syriennes.

Quand la Turquie, Daech, les différents mercenaires nous ont attaqués, est-ce qu'une armée d'hommes s'est levée pour nous protéger ? Non. Nous n'avons jamais eu la garantie que des hommes nous défendraient. Nous sommes une armée de protection du peuple.

L'émergence de cette armée de femmes a-t-elle contribué au recul des mentalités patriarcales et à l'avancée des droits et des libertés des femmes au Rojava ?

Absolument. C'est même considérable. Je le vois dans la relation avec mon propre père ! La création des YPJ a bouleversé les mentalités. Ici, les

hommes placent leur honneur dans les femmes, leurs sœurs, leurs épouses, leurs mères, leurs cousines, ce qui explique la persistance de crimes d'honneur. Ils ne voient pas à travers elles des personnes mais leur honneur à eux.

La naissance des YPJ et, plus globalement, la révolution féministe que nous menons au Rojava visent à démonter cela, à leur faire comprendre que nous sommes notre propre honneur et celui de personne d'autre. Nous ne sommes pas la propriété de nos familles. La femme est désormais vue comme une force de décision, d'action, de parole. Son corps, sa personne ne sont plus un enjeu de honte, d'honneur. Désormais, elles suscitent fierté et respect.

Plusieurs ONG se sont alarmées de violations des droits humains concernant des prisonniers djihadistes détenus sous la garde des FDS.

Nous n'avons pas entendu ces ONG quand nos gardiens de prison ont été brûlés vifs ou décapités lors de la mutinerie de la prison d'Hassaké en 2022 [*la prison, regroupant de très nombreux djihadistes, [avait été brièvement reprise](#) par Daech – ndlr*].

Comment évaluez-vous le risque de résurgence de Daech ?

Les attaques de la Turquie, les bombardements israéliens sur les infrastructures et l'arsenal militaire syriens nous affaiblissent et préparent le terrain à une résurgence de Daech. Plus de 12 000 combattants de Daech sont détenus dans les prisons administrées par les FDS. La plupart sont des étrangers. S'ils sont relâchés dans la nature, que se passera-t-il ? Si la coalition se retire et que la Turquie continue de nous attaquer, que se passera-t-il ? La responsabilité doit être partagée. Ce fardeau ne peut pas peser sur nos seules épaules.

Que préconisez-vous ?

Soit chaque pays reprend ses ressortissants et les juge selon sa loi, soit nous créons ici un tribunal international pour juger ces prisonniers. Nous défendons cette proposition depuis des années. Elle n'a jamais pris corps.

[Rachida El Azzouzi](#)